Mondialisation.ca
Centre de recherche sur la mondialisation

Le Brésil à bout de souffle ?

Par Alex Anfruns
Mondialisation.ca, 06 juin 2017
Le journal de notre Amérique 2 juin 2017

Région : Amérique latine & Caraïbe
Thème: Économie, Loi et Justice

Temer le Bref ? La plupart des observateurs s'accordent à dire que les jours de la présidence Temer sont comptés. Selon les estimations d'un sondage récent, 61 % du peuple brésilien réclament sa démission et 85 % exigent la tenue de nouvelles élections. Comment en est-on arrivé là ? Pour le savoir, un flashback sur l'an passé…

Le 2 mai 2016, le Sénat brésilien suspendait de sa fonction la présidente Dilma et remettait le pouvoir au vice-président Michel Temer par le biais d'un impeachment. Le 23 mai, un enregistrement rendu public dans le cadre de l'enquête « Lava Jato » confirmait l'implication du ministre Romero Jucá dans la préparation d'un coup d'Etat parlementaire. Au cours d'une conversation entre Jucá et l'ex-président de la compagnie Transpetro visé par l'enquête, Sérgio Machado, le premier concluait : « nous devons arrêter ce bordel (…) nous devons changer le Gouvernement pour freiner l'hémorragie ».

Un an après, la crise politique et institutionnelle liée à l'opération Lava Jato dure toujours. Les affaires de corruption éclaboussent de plus en plus d'acteurs politiques, comme Michel Temer, Aécio Neves ou Eduardo Cunha. Cunha, considéré comme l'architecte du coup d'Etat contre Dilma, vient d'être condamné à 15 ans de prison pour détournement de fonds. De nouveaux enregistrements ont démontré que Michel Temer est intervenu personnellement pour empêcher que Cunha ne parle trop. Preuve de leur sens de l'humour, le code pour ces pots de vin était « donner du grain aux oiseaux en cage ». Cela a valu à Temer d'être accusé de « corruption passive », « obstruction au travail de la justice » et « organisation criminelle ».

Le 19 mai dernier, la publication d'un enregistrement a montré comment l'ancien député Neves sollicitait 570.000 € d'un homme d'affaires, pour payer les avocats de sa défense. Sur un ton détendu, Neves évoque même l'éventualité de devoir « tuer » la personne chargée de transmettre le pot de vin « avant que celle-ci ne fasse une délation ». En 2015, Neves était parti en tournée au Venezuela pour défendre le putschiste Leopoldo Lopez et réclamer plus de « démocratie ». Voyons, feriez-vous confiance à ces beaux »démocrates » ?!

Cette bande a tout de même réussi à inscrire dans la Constitution les recommandations du FMI, c'est à dire geler le budget du secteur public comme l'Education et la Santé pour une période de 20 ans. Temer et Cunha n'auront été que des mercenaires au service du capital. C'est dans ce contexte que 100.000 personnes ont défilé à Brasilia lors d'une manifestation monstre contre le gouvernement, le 24 mai dernier. La décision du fossoyeur de la démocratie Temer ? Envoyer les forces armées réprimer les manifestants dans les rues. Mesure inédite depuis la dictature de 1964 ! Pourtant, les images de cette répression n'ont pas fait le tour du monde, car le Brésil n'est pas considéré officiellement comme une dictature.

En même temps, le Venezuela fait l'objet depuis un mois d'un suivi spécial de la part des médias dominants, qui amplifient les mensonges et manipulations et cachent la violence de ces manifestations. Comme en 2014, ce sont les riches et l'extrême droite qui manifestent, afin de renverser le président Maduro. Leur refus de participer à la table de dialogue national, sous la médiation du Vatican, prouve qu'ils sont plus attachés au « changement de régime », cher aux Etats-Unis, qu'aux règles de la démocratie.

Alex Anfruns

La source originale de cet article est Le journal de notre Amérique
Copyright © Alex Anfruns, Le journal de notre Amérique, 2017

Articles Par : Alex Anfruns

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca